

DES RÉSEAUX FINANCIERS CRIMINELS PILOTENT LA CRISE DE L'EURO

Une des causes profondes de l'actuelle crise financière est le fait que la Réserve fédérale américaine (FED) détient la souveraineté en matière de monnaie tout en étant un établissement privé appartenant à 13 banques dont la plupart font partie des groupes de la haute finance les plus importants du monde. Grâce à la FED, ces banques ont la possibilité de créer de l'argent et elles ont, au cours des 35 dernières années, multiplié par 40 la masse de dollars bien que le volume des biens ait seulement quadruplé.

L'escroquerie monétaire mondiale des propriétaires de la FED

Avec cet argent, elles ont pu acheter les matières premières mondiales (pétrole, métaux, etc.), acquérir la plupart des participations majoritaires des grandes sociétés de capitaux, des monopoles dans des secteurs entiers de la production, des services et des médias et, grâce à leur argent et au pouvoir du gouvernement américain, régner sur – le cas échéant faire chanter – la plupart des banques centrales du monde occidental, orienter la politique des pays satellites et organiser des révoltes destinées à éliminer les gouvernements rétifs (Afrique du Sud, Ukraine, Géorgie et maintenant Afrique du Nord).

La FED peut ainsi spéculer sur les taux d'intérêt et accorder sans limites des crédits. Dans leur avidité, les banques propriétaires de la FED ont créé de plus en plus de produits douteux et criminels non couverts et les ont vendus, la plupart du temps au travers de fonds, dans le monde entier pour que le volume monétaire en augmentation ne provoque pas d'inflation aux Etats-Unis. Ainsi, la bulle financière en dollars s'est produite pour 80% à l'étranger et a entraîné dans le monde entier un boom apparent et un excès de liquidités.

Cela rappelle les traites de cavalerie. Ces traites sont de plus en plus nombreuses, de plus en plus importantes et de plus en plus répandues, mais jamais honorées. Les gagnants ont été ceux qui les ont émises, les groupes américains de la haute finance et leurs banques, telle Goldman-Sachs. (cf. notre ouvrage *Der Welt-Geld-Betrug*, Unna, 2010).

Protection des banques frauduleuses par leurs serviteurs politiques

Lorsque la grosse bulle financière américaine commença sous forme de crédits immobiliers non couverts et que la première banque (Lehman-Brothers) s'est effondrée, le ministre américain des finances Paulson, qui avait auparavant dirigé pendant dix ans la banque suspecte Goldman-Sachs, évita à ses collègues banksters (banquiers gangsters) le remboursement des produits financiers douteux en annonçant un plan de sauvetage de 700 milliards de dollars en faveur de leurs banques qui accordait ainsi la garantie de l'Etat à la crise financière, c'est-à-dire en faisant une crise financière publique. Il exigea des Etats vassaux qu'ils fassent de même, si bien qu'en Europe également un «plan de sauvetage» reprit les dettes toxiques des banques en les plaçant dans des «bad banks» ou grâce à des paiements directs aux banques devenues insolvables. Depuis lors, on ne parle plus, dans le monde, de banques peu sérieuses responsables de la crise financière ou de crise bancaire mais de crises d'Etat et de dettes souveraines. Les grandes banques internationales ont évité la faillite en exerçant un chantage sur les politiques dociles

pour qu'ils reprennent leurs dettes sur le dos des citoyens. Depuis lors, les dettes des banques sont nos dettes.

Après la signature de la loi sur le plan de sauvetage, l'ex-président allemand Köhler a démissionné de honte. Les autres politiques ne connaissent pas la honte et se soumettent docilement aux ordres de Washington ou de New York. Et on escroque les citoyens. On leur impose la rigueur (augmentation des allocations Hartz IV de 5 euros seulement) alors que l'on a dépensé des centaines de millions d'euros pour sauver les banksters internationaux, et cela uniquement pour gagner du temps.

La crise du dollar devient la crise de l'euro

En fait, la création de dollars par la FED était un problème américain. Les Etats-Unis avaient besoin chaque année de plus de 400 milliards de dollars pour financer leurs guerres, leur empire mondial et leur empire financier mondial. Lorsque la nouvelle se répandit peu à peu que les dollars n'étaient absolument pas couverts (fiat money) et que d'importants pays exportateurs de matières premières (p. ex. la Russie) n'acceptaient plus le dollar comme contre-valeur de leurs biens précieux, lorsque, en outre, l'abandon du dollar profita à l'euro, les Etats-Unis durent stopper ce mouvement de désaffection. Ils provoquèrent, au plus fort de ce mouvement, des crises de l'euro, c'est-à-dire qu'ils firent annoncer par leurs banques et les agences de notation qui leur appartiennent des crises de l'euro en dégradant des pays endettés de la zone euro (Grèce, Irlande, Portugal). Ainsi, ils détournèrent l'attention de la crise du dollar et la crise de l'euro se trouva au centre des problèmes financiers et le scénario de crise se déplaça des Etats-Unis vers l'Europe.

Des réseaux financiers criminels pilotent la crise de l'euro

Le surendettement de la Grèce n'est pas récent. Elle était déjà surendettée lors de son entrée dans la zone euro. A l'époque, la banque américaine Goldman-Sachs avait établi des bilans falsifiés et confirmé frauduleusement la solidité financière du pays. Depuis, la Grèce était devenue une des plus importantes bénéficiaires des subventions de l'UE sans que sa situation ne s'améliore le moins du monde. Le fait qu'on ait pris subitement conscience de son surendettement est dû à une manœuvre de Goldman-Sachs et de ses agences de notation visant à mettre un terme à la désaffection envers le dollar au profit de l'euro en faisant apparaître l'euro comme aussi peu solide que le dollar. Depuis, en Europe, s'accumulent les violations de statuts, de lois pénales, de traités et de constitutions commises sur l'ordre d'une puissance supérieure et sans conséquences pour les responsables :

- A l'automne 2010, la FED, grâce à la création illégale de 600 milliards de dollars destinée à compenser l'absence d'apport de dollars en provenance du monde, a sauvé la solvabilité des Etats-Unis. Cet argent est perdu.
- En septembre 2010, la Banque centrale européenne, «à l'initiative» du gouvernement américain et de la FED, a assuré l'apport nécessaire de dollars jusqu'en avril 2011 en rachetant illégalement 500 milliards de dollars et évité ainsi les pressions sur le dollar. En réalité, il s'agissait là d'une malversation aux dépens de l'euro car chacun sait que le dollar ne vaut plus rien.

Quand on échange de l'argent sans valeur contre de l'argent qui a de la valeur, on est complice d'une escroquerie ou on la commet directement. Axel Weber, membre du conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne, n'a pas pu empêcher cela et a protesté en démissionnant.

- La Grèce avait plus de 360 milliards d'euros de dettes surtout auprès de banques françaises et américaines. Des assurances américaines couvraient encore le défaut de paiement. C'est pourquoi Obama, Trichet et Sarkozy ont contraint agressivement Merkel à assumer la responsabilité partagée des dettes de la Grèce par le biais du «plan de sauvetage» afin d'éviter aux banques de devoir faire une croix sur leurs créances. Par conséquent, l'aide apportée à la Grèce était destinée aux banques. La Grèce ne s'en trouvait pas libérée de ses dettes. Sans ce chantage, Merkel et le gouvernement allemand n'auraient jamais osé commettre cette violation de la Constitution consistant à se porter garant de dettes étrangères et ils n'auraient pas imposé cela au peuple.
- Les banques françaises étaient les principaux créanciers de la Grèce et savaient que leurs crédits ne valaient plus rien. C'est pourquoi le président français a incité son ancien collègue bankster Trichet à racheter par la BCE pour 60 milliards d'euros d'emprunts grecs alors que c'était interdit par l'article 123 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et constituait une escroquerie au préjudice des propriétaires de la BCE car ceux-ci ne sauraient que faire de titres sans valeur. La plainte que j'ai déposée contre Trichet n'a malheureusement pas pu être prise en compte par le Parquet car Trichet jouit de l'immunité. Il a même été récompensé de ses magouilles criminelles par le Karls-Preis à Aix-la-Chapelle et le Weltwirtschaftspreis à Kiel.
- Depuis une année, de l'argent allemand et européen est versé à la Grèce prétendument pour sauvegarder sa solvabilité et assainir ses finances. Mais en réalité, pendant ce temps, la quantité d'argent qui a fui la Grèce est plus importante que celle qu'elle a reçue au titre de l'aide, la situation du pays ne s'est guère améliorée, elle s'est même plutôt dégradée et les Grecs s'opposent à la rigueur et au désendettement qu'on exige d'eux. L'aide et la garantie financières que l'on demande aux citoyens de la zone euro – en particulier à l'Allemagne – n'ont rien amélioré. On n'a pas apporté d'aide aux Grecs mais aux banques internationales créancières. C'est une escroquerie aux dépens des contribuables.
- Depuis qu'Obama l'a morigénée au téléphone, Merkel estime que l'argent versé aux banques créancières de la Grèce est l'« unique solution possible ». Malgré l'échec du premier plan de sauvetage, on engloutit de l'argent dans d'autres plans et Merkel aggrave les dettes de l'Allemagne au profit des banques créancières de la Grèce et cela dans un ordre de grandeur tel qu'elles ne pourront pas être remboursées en une génération et qu'elles vont encore peser sur l'avenir et les retraites de nos enfants.
- En juillet, les gouvernements européens sont tombés d'accord sur une nouvelle étape de leur haute trahison sous la forme du Mécanisme européen de stabilité (MES). A la demande de celui-ci, ils se sont engagés de manière irrévocable et sans condition à mobiliser 700 milliards d'euros (article 8 du Traité instituant le MES) et, si nécessaire – cela étant décidé par le Conseil des gouverneurs qui n'a pas été élu et qui n'est soumis à aucun contrôle –, à augmenter à sa guise le capital initial (art. 10). Pratiquement, les gouvernements ont ainsi, après l'union monétaire, signé l'union de dettes et de garantie et ont même abandonné la souveraineté monétaire suprême à un Conseil des gouverneurs doté de pleins

pouvoirs en matière de politique financière et échappant à tout contrôle. Le MES peut même racheter des emprunts d'Etat, effectuer des manipulations du marché des capitaux, contracter de nouvelles dettes et prendre des mesures de contrôle, toutes choses que notre gouvernement et notre Parlement avaient refusé jusqu'ici, essayant de sauvegarder ce domaine de souveraineté. Merkel, sans demander l'avis du Parlement a, en abandonnant nos derniers et plus importants droits souverains, transformé l'union de dettes et de garantie, contraire à nos droits souverains, en une union financière en inversant les rapports de force antérieurs: ce ne sont plus les Etats membres qui décident des finances, des dettes et des contrôles financiers de l'UE, c'est le «Bureau politique» de l'UE, c'est-à-dire le Conseil des gouverneurs du MES, qui fixe les besoins financiers, la reprise des dettes et les exigences envers les Etats membres, qui contrôle la politique financière de ces derniers et décide librement à qui on donne et à qui on prend de l'argent. Il en résulte que la souveraineté financière des Etats membres est abolie. Grâce à ce Traité, le Bureau politique de Bruxelles s'est définitivement emparé de la souveraineté financière des Etats membres et, en même temps, les gouvernements des Etats ont commis un crime de haute trahison envers leur Constitution et leurs droits souverains. Reste à espérer que le Bundestag mettra un frein à cette haute trahison, sinon un gouvernement allemand n'aura jamais lésé autant son peuple, aucun chancelier n'aura porté autant atteinte à la prospérité du pays.

Les intérêts en présence dans la partie de poker à propos de l'euro

Plus un phénomène est absurde plus les intérêts qui se cachent derrière sont puissants :

- Grâce à la crise de l'euro, les Etats-Unis peuvent gagner du temps et détourner l'attention de la crise du dollar. L'effondrement du billet vert ferait imposer non seulement leur empire financier mondial mais également leur puissance militaire mondiale (200 bases) et leur puissance économique. Ils subiraient (et cela arrivera) un effondrement identique à celui de l'empire soviétique mais ils n'y croient pas encore et ne songent pour le moment qu'à gagner du temps. C'est pourquoi ils attendent une crise de l'euro chaque fois que la crise du dollar s'aggrave.
- L'industrie financière américaine a accordé aux banques de crédit des garanties de bonne fin pour les crédits en souffrance
- également les crédits grecs. Donc si les 360 milliards de crédits grecs ne valaient soudainement plus rien, l'industrie financière américaine rencontrerait de grandes difficultés de contre-garantie, voire serait menacée d'effondrement. C'est pourquoi les crédits doivent être maintenus, du moins en apparence, et la Grèce ne peut pas se déclarer en faillite.
- La BCE a plus de crédits pourris que de capitaux propres, si bien qu'elle est depuis longtemps une «bad bank». Par conséquent, si l'on présentait les crédits grecs comme aussi toxiques qu'ils sont en réalité, la BCE serait en faillite et devrait chercher du capital frais auprès des Etats membres. C'est pourquoi elle est catégoriquement opposée à toute responsabilité solidaire «privée» pour les crédits grecs et contre toute faillite d'Etat, car tous les deux dévaloriseraient ses crédits.
- Les principaux créanciers de la Grèce sont les Etats-Unis et les banques françaises. En cas de faillite et de dépréciation de la Grèce, elles subiraient des pertes si importantes que les Etats devraient les endosser. C'est pourquoi leurs gouvernements luttent si brutalement contre un assainissement de la Grèce au moyen d'une dévaluation, la seule solution appropriée qui d'ailleurs sera un jour inévitable.

- Les banques allemandes, avant tout des banques publiques, détiennent environ 20 milliards d'emprunts grecs. Ici, il faudrait dévaluer, c'est-à-dire que l'Etat devrait intervenir directement. C'est ce que craignent Merkel et Schäuble bien que cette aide directe à nos banques serait moins importante que l'argent versé à la Grèce pour les crédits qu'elle a obtenus de banques internationales. Il faudrait mener une enquête pénale visant les anciennes directions pour savoir pourquoi des établissements bancaires publics allemands ont acheté des emprunts grecs alors qu'ils n'étaient pas habilités à le faire.
- Le Bureau politique bruxellois essaie de manière particulièrement scandaleuse de profiter de la crise de l'euro pour s'arroger la souveraineté budgétaire et financière des Etats membres. Il veut mettre pratiquement la main sur le plus important droit démocratique des peuples, la souveraineté financière, en exerçant un contrôle sur les Etats endettés et, comme l'a déjà reconnu Trichet, introduire un superministère des finances européen, des impôts européens et des euro-obligations. Il s'agit de compléter la centralisation de l'Union européenne – qui a déjà son armée, un ministère des Affaires étrangères, la concurrence européenne – par des finances européennes. Les Etats membres seraient dégradés au rang de provinces obéissant aux ordres du pouvoir central, les parlements nationaux perdraient leur pouvoir et le Bureau politique de Bruxelles acquerrait un pouvoir dictatorial sans contrôle démocratique. Le «haut-parleur» autoproclamé de l'UE Juncker a expliqué comment le Bureau politique procède. «Nous prenons une décision, la faisons connaître et attendons de voir ce qui se passe. Si elle ne suscite pas des hauts cris, si elle ne provoque pas d'émeutes parce que la plupart des gens ne comprennent pas de quoi il s'agit, nous continuons, pas à pas, jusqu'à atteindre un point de non-retour.» Voilà comment on procède à la dé-démocratisation de l'Europe et à la prise du pouvoir par la Commission politique de Bruxelles.
- Le fait que les chefs de gouvernement des 27 Etats membres de l'UE gèrent eux aussi l'union de dettes et de garantie aux dépens de l'Allemagne est lié au fait que 20 d'entre eux bénéficient durablement des paiements de l'UE provenant de l'Allemagne et que la moitié d'entre eux ne peuvent absolument pas rembourser les dettes qu'ils ont contractées en plus et sont donc d'accord parce qu'alors l'Allemagne doit payer et garantir des montants plus élevés. Aussi, lors de la dernière rencontre des chefs de gouvernement, Merkel était-elle isolée. Les pays de l'UE ne pouvaient pas comprendre que l'Allemagne ne soit plus disposée à tout payer sans discuter comme au temps de Kohl.

L'union de transfert est une escroquerie au préjudice de tous les Européens

L'article 125 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne stipule sans ambiguïté qu'aucun Etat membre ne doit répondre des dettes d'un autre Etat membre. C'est d'ailleurs ce que présupposent la plupart des constitutions des Etats. Or les gouvernements soumis aux banques n'ont pas respecté les textes législatifs et se sont mis d'accord sur une mutualisation de la totalité des dettes, considérant qu'il n'y avait pas d'alternative. Merkel a été victime d'un chantage (cf. ci-dessus) et le Bundestag a été contraint d'approuver la mesure sans être informé à temps et de manière suffisante. A l'instar de tous les autres, nous avons dû accepter cette mutualisation, laquelle était avantageuse pour les pays qui reçoivent l'argent et qui sont de toute façon effondrés, mais catastrophique pour les pays donateurs. L'Allemagne doit non seulement verser toujours la part la plus importante mais également ce que les autres ne peuvent ou ne veulent plus payer. Et cela de manière irrévocable.

Maintenant, les citoyens européens doivent casquer pour des dettes étrangères que leurs gouvernements ont accepté de garantir en responsabilité solidaire sans justification. Ils en seront appauvris quelle que soit la solution adoptée :

- hausse d'impôts dans les pays donateurs,
- dévaluation des dettes au moyen de l'inflation (ce qui entraîne une dépréciation de la fortune des citoyens),
- réforme monétaire qui anéantit en partie la fortune et le revenu des citoyens de la zone euro ainsi que leur assurance-vieillesse.

L'Etat qui prend en charge les dettes d'Etats étrangers devra de toute façon payer un jour et s'appauvrira. S'il prend en charge de lourdes dettes, il les fera supporter aux générations suivantes.

Même les Grecs sont floués par le maintien des dettes de leur pays imposé par les banques: Si on les laissait assainir la situation au moyen d'une faillite d'Etat, un rééchelonnement de la dette et une monnaie à eux dévaluée, ils seraient à nouveau compétitifs pour le tourisme européen et auraient un avenir. En conservant leurs dettes, ils n'ont plus aucune chance de se refaire une santé financière, d'échapper à l'appauvrissement et à l'effondrement de leur économie.

La nouvelle forme de domination financière mondiale consiste en ce qu'elle ne soumet et ne pille plus les peuples par la force des armes mais qu'elle leur accorde des crédits excessifs afin de les dominer financièrement et économiquement au moyen des intérêts (asservissement aux intérêts des emprunts). C'est ce qui s'est passé avec la Grèce. Mais pour ne pas subir de pertes, les banques internationales ont fait en sorte que les pays surendettés ne puissent pas se déclarer en faillite et que les pays aux finances saines soient amenés à prendre en charge leurs dettes, c'est-à-dire qu'ils tombent également sous l'asservissement de la haute finance américaine. Quand la mutualisation des dettes prévue par le Mécanisme européen de stabilité (MES) décidé en juillet 2011 aura été adopté par les parlements, les dettes ne seront définitivement plus le problème des banques créancières mais uniquement celui des Etats débiteurs de l'UE, et en particulier de l'Allemagne.

On se rend compte ici que la nouvelle forme d'impérialisme et de suprématie mondiale de la haute finance américaine ne repose plus sur les baïonnettes mais sur des crédits accordés sans retenue avec de l'argent dopé, donc sur des dettes et leurs intérêts. Les intérêts sont les tributs payés par les pays asservis.

Le système est si intelligemment construit que les citoyens et les pays croient que les mesures sont prises dans un esprit de «solidarité européenne» alors qu'elles ne profitent en réalité qu'à l'impérialisme financier. C'est la raison pour laquelle la Grèce et les autres pays surendettés n'ont pas pu se déclarer en faillite tant que l'union de garantie n'était pas scellée. Après il pourra y avoir des faillites parce qu'à ce moment-là, à cause de la garantie des pays aux finances saines – elles ne nuiront plus aux crédits de la finance internationale.

Pourquoi avons-nous permis cela ?

Dans la grande orgie d'endettement de la partie de poker à propos de l'euro, on a préparé le terrain en vue de la ruine économique future des participants. Les principales victimes économiques de ce jeu seront les citoyens allemands parce que l'argent acquis par leur sérieux au travail ne servira plus à financer les réalisations intérieures mais à payer les dettes de pays étrangers.

Si les citoyens avaient percé à jour ce jeu scandaleux, il y aurait eu depuis longtemps dans le pays des manifestations de rue, voire une révolution. Le fait qu'ils n'aient pas remarqué à quel point

on mettait en jeu leur avenir est dû à une manœuvre intelligente de la presse manipulée par la haute finance américaine. En effet, elle a désinformé systématiquement les citoyens:

Les politiques n'ont toujours dit qu'une partie de la vérité, commençant par contester tout ce qu'ils ont accepté plus tard.

En outre, ils ont toujours dissimulé les faits désagréables derrière la prétendue nécessité de la «solidarité européenne» et la bêtise qui consistait à se laisser exploiter par les banques nationales et les Etats membres de l'UE a été présentée comme une défense de «l'esprit européen» (Wolfgang Schäuble). On a désinformé la population en lui mentant, en la trompant, en l'induisant en erreur, en détournant son attention des problèmes et par des débats compliqués. A titre d'exemples mentionnons le premier plan de sauvetage, de 120 milliards d'euros, et le second, de 750 milliards auxquels la presse n'a consacré que quelques colonnes alors qu'elle a consacré pendant des semaines des pages entières à la catastrophe locale de Fukushima. Il fallait détourner l'attention de l'immense catastrophe financière intérieure au moyen d'une catastrophe étrangère beaucoup moins grave, et malheureusement, cela a fonctionné.

Que conclure ?

Au cours de la partie de poker, notre peuple a été trompé par l'Union européenne comme jamais auparavant sans qu'il puisse faire quoi que ce soit :

- En violation de toutes les constitutions nationales et des traités européens, on a fait de l'union d'Etats souverains une union de transfert, de garantie et de dettes dominée par un pouvoir central régnant sur des provinces.
- Certains pays, dont l'Allemagne, ont perdu au profit de Bruxelles leurs droits souverains démocratiques les plus importants et les pays membres se sont eux-mêmes dédémocratisés, ce qui a permis au pouvoir central de Bruxelles de devenir tout-puissant.
- L'impuissance ou la corruption des politiques européens durant la partie de poker a montré qu'ils ont depuis longtemps abandonné leur pouvoir décisionnel au profit de l'industrie financière, qu'ils obéissent à des instructions au lieu de prendre des décisions, que le monde occidental surtout n'est plus sous le règne de la démocratie mais sous celui d'un impérialisme financier mondial. Sinon comment les banques, les politiques et les gouvernements pourraient-ils faire en sorte que leurs citoyens prennent en charge les dettes de l'industrie financière? Horst Seehofer a écrit: « Les décideurs n'ont pas été élus et les élus n'ont plus leur mot à dire. »
- A l'avenir, les problèmes budgétaires nationaux et les dettes vont être irrévocablement submergés par la vague des dettes européennes internationales (zone euro: 6000 milliards d'euros). Pendant des décennies, nous devons payer à des banques internationales spéculatrices un tribut pour quelque chose que nous n'avons même pas reçu et que nos politiques ont dû assumer pour d'autres pays à la demande de la haute finance.
- Les dettes étrangères déjà reprises à la suite des «plans de sauvetage» et qui le seront à l'avenir par le MES, le soutien de l'euro, l'abandon de la souveraineté financière au Bureau politique de Bruxelles, c'est-à-dire au Conseil des gouverneurs du MES, vont inévitablement entraîner dans les prochaines années le recours aux impôts allemands et pèsera sur la prospérité et le produit social, car il faudra payer des intérêts à la haute finance internationale. Que les pays surendettés se déclarent en faillite ou non – les dettes des pays en faillite devenant celles des pays de la zone euro – les pays aux finances

saines devront de plus en plus casquer pour les pays malades. Les intérêts que l'Europe payera à la finance internationale représenteront une charge semblable à celle qui pesa sur l'Allemagne après la Première Guerre mondiale, laquelle charge entraîna l'effondrement de nos finances publiques, de notre économie, de notre prospérité et de notre société. Maintenant déjà, il n'est pas difficile de prédire que la reprise par l'Allemagne de toutes les dettes des pays européens aux finances fragiles, comme la Grèce actuellement, entraînera :

- une augmentation des contributions versées à Bruxelles pour le paiement des intérêts de la zone euro,
 - une augmentation des impôts des travailleurs et de l'économie,
 - une diminution des recettes de l'Etat et de ses prestations sociales,
 - une diminution des profits des entreprises, des licenciements et une baisse des salaires,
 - un déclin de l'économie, du produit social et des excédents d'exportations, et donc
 - des luttes accrues pour la répartition des richesses allant jusqu'à des émeutes populaires et à la révolution. La tromperie des politiques à propos de l'euro – ou plutôt la soumission à la haute finance internationale en matière de mutualisation des dettes – aura modifié non seulement la situation économique mais la situation sociale aura changé de manière irréversible.
- Bien que les politiques parlent toujours du « sauvetage » de la Grèce, de l'Irlande, du Portugal ou de l'Espagne, la mutualisation des dettes ne résout en réalité aucun problème car les dettes de ces pays ne sont en rien diminuées. Cela ne rend pas superflue la seule solution valable qui consiste dans la faillite d'Etat, cela ne fait que la retarder et empêche les Etats de se désendetter et d'améliorer leur situation. Même s'ils se débarrassent plus tard de leurs dettes par une faillite, ces dettes subsisteront et pèseront alors sur les pays qui ont adhéré à l'union de garantie avant la faillite et les entraînent dans la même situation de surendettement.

Des milliers d'Allemands, qui pour la plupart, ne sont même pas personnellement concernés, manifestent contre le projet de gare « Stuttgart 21 », contre les transports de déchets nucléaires, contre la prestation de serment des recrues de la Bundeswehr et d'autres questions sans importance. Or nous aurions dû descendre dans la rue pour protester contre le premier « plan de sauvetage » des banques internationales. Jamais auparavant les banques n'avaient enregistré des profits aussi scandaleux et obtenu la permission de faire supporter aux citoyens les pertes de leurs opérations spéculatives. Nous devons reconnaître que le grand capital international pratique sans retenue le pillage de tous les citoyens (à vrai dire avec l'aide de politiques manipulés à distance).

Quand le citoyen moyen comprendra qu'il y va à l'avenir de son niveau de vie personnel, de son appauvrissement, on pourra le mobiliser, les politiques pourront de nouveau exercer davantage de pressions nationales et internationales et nous épargner le pire par le refus d'un accroissement de notre endettement dû à de prétendus plans de sauvetage.

Si nous ne pouvons pas mobiliser la population, nous serons bientôt contraints de prendre une mesure radicale, une réforme monétaire, et nous assisterons à l'effondrement non seulement des banques spéculatrices, mais des pays et des citoyens qui ont pris en charge les dettes de ces banques.